

Subdivision Carrières  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 11 JUIL. 2022

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2022-030 DREAL**

prescrivant une étude technique à la société GSM

exploitant la carrière sur les communes de Meynes aux lieux-dits "Le tord sous rivière", "Le tord sous rivière Nord", et de Monfrin aux lieux-dits "Coquette" "Ribière" et "Le Fray"

La préfète du Gard  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** la Directive n°2000-60 du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8 et L.514-5 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc, relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 de la nomenclature des ICPE « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs rubriques 2516 ou 2517 » ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit de minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 19-329N du 26 novembre 2019 autorisant la société GSM à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires (renouvellement et extension), une installation de traitement de matériaux ainsi qu'une station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes sur le territoire des communes de Meynes aux lieux-dits "Le tord sous rivière", "Le tord sous rivière Nord", et de Monfrin aux lieux-dits "Coquette" "Ribière" et "Le Fray" ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée sur le site de la carrière le 9 juin 2022 ;
- Vu** le rapport de visite adressé en date du 10 juin 2022 à l'exploitant au titre du contradictoire prévu par l'article L.514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**Considérant** que la visite d'inspection susvisée a mis en évidence un dépassement du volume d'eau prélevé en 2021 concernant le forage F1 dont la limite est fixée à 100 000 m<sup>3</sup> annuel par l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral n°19-329N susvisé ;

**Considérant** que la visite d'inspection susvisée a mis en évidence que les prélèvements actuellement réalisés pour l'année 2022 montrent une consommation tendancielle équivalente à celle de l'année 2021, s'établissant à environ 66 000 m<sup>3</sup> à fin mai 2022, et pouvant conduire à dépasser le seuil réglementaire de prélèvement ;

**Considérant** que la zone de la carrière a fait l'objet en 2021 de plusieurs arrêtés préfectoraux instituant des restrictions d'usage de l'eau à cause de la sécheresse ;

**Considérant** que les écarts mentionnés sont de nature à entraîner des risques ou des nuisances pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il est donc nécessaire de proposer des solutions pérennes visant à réduire ces prélèvements ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Réalisation d'une étude relative à la réduction des prélèvements d'eau dans le forage**

La société GSM dont le siège est situé Les Technodes BP 2 78930 Guerville, exploitant la carrière située aux lieux-dits « Le tord sous rivière », « Le tord sous rivière Nord » sur la commune de Meynes et aux lieux-dits « Coquettes », « Ribière » et « Le Fray » sur la commune de Montfrin est tenue de réaliser une étude technique permettant de présenter des solutions techniques afin de réduire les prélèvements d'eau actuellement réalisés dans son forage F1, et plus généralement dans le fonctionnement de la carrière afin :

- de respecter les exigences réglementaires des seuils fixés à l'article 4.4.2 de son arrêté préfectoral n°19-329N,
- d'engager une démarche d'amélioration continue de l'utilisation de l'eau sur la carrière pour garantir la pérennisation de son activité, notamment lors des périodes de sécheresse qui restreignent par arrêté préfectoral l'utilisation, de l'eau.

L'étude technique et les mesures retenues par l'exploitant sont adressées à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 Délais et voies de recours (art. L.171-11 du code de l'environnement)**

La présente décision est soumise à un contentieux de plein juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr):

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 3 : Information des tiers (art. R.171-1 du code de l'environnement) et Exécution**

Conformément aux dispositions de l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Liouc pour y être consultée par toute personne intéressée. Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société GSM.

Ampliation en sera adressée à :

- madame la préfète du Gard,
- messieurs les maires de Montfrin et de Meynes,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

La Préfète

Pour la Préfète,  
la Sous-Préfète,  
secrétaire générale adjointe

Chloé DÈMEULENAERE

ANNEXE 1  
PLAN DES GARANTIES FINANCIERES

